



Déclaration de la FNEC-FP-FO au CSA-SD du 2 février 2023



Mesdames et messieurs les membres du CSA Spécial Départemental

Ce CSA Spécial Départemental va étudier des ajustements de carte scolaire, qui viennent dans la foulée d'une carte scolaire sanglante et désastreuse pour notre département. Vous aviez annoncé avant le 2 février vouloir fermer 47 classes, chiffre descendu à 45 lors du CSA-SD, puis à 44 après le CDEN.

Vos ajustements font remonter le nombre de fermetures à 46,5 ! Quel mépris pour les nombreux parents, enseignants, élus qui se sont massivement mobilisés en 2023 pour l'annulation des 45 fermetures de classe et l'ouverture des classes demandées. La colère suscitée est énorme. Surtout quand on fait le bilan de ce que deviennent les postes : 19 détruits par le ministère, 8 transformés en aides pédagogiques (moyens provisoires) dont 5 pour des écoles victimes de fermeture (c'est le comble du comble du cynisme), 5 postes de remplaçants très insuffisants au regard des besoins, 5,19 concernant des décharges de directeurs référents ou coordonnateurs PIAL, 3 postes de CPC.

C'est la continuation du saccage de l'instruction publique alors que, sur le terrain, la situation est, partout, critique faute de moyens suffisants. Tous les postes doivent être rendus et des moyens supplémentaires doivent être mis pour combler les retards scolaires, pour pallier le non remplacement des absences, les RASED décimés, le manque de personnels pour assurer l'accompagnement des primo arrivants de plus en plus nombreux, le manque d'AESH pour assurer les accompagnements d'élèves à besoins particuliers, le manque de places en ITEP, en IME (11 000 places manquantes en IME, chiffre EN) pour les élèves qui relèvent de ces structures...

Cette situation est un choix de ce gouvernement. De l'argent, il y a en a pour la loi de programmation militaire : 413 milliards. Il y en a eu, durant la pandémie de Covid, pour les entreprises : 600 milliards. Et, le ministère a rendu et continue de rendre des millions d'euros tout en détruisant des postes plutôt que d'en créer.

Pour les mêmes raisons, ce gouvernement fait passer en force sa réforme des retraites – le décret est paru dans l'été - réforme qui, à juste raison, est rejetée par une majorité de la population. Elle s'attaque aux plus pauvres en prétextant un risque de déficit de 12 milliards alors que les exonérations de cotisations sociales s'élèvent, chaque année, à 150 milliards ! C'est le vol du salaire différé des salariés, le pillage des comptes de la Sécurité Sociale au profit des plus riches.

Les travailleurs se battent aussi pour les augmentations de salaire plus que nécessaires. Dans l'Éducation Nationale, la revalorisation immédiate du point d'indice, sans contrepartie de tâches supplémentaires, est une nécessité pour compenser la perte de pouvoir d'achat de 25% depuis l'an 2000. Il faut en finir avec les salaires sous le seuil de pauvreté des AESH qui ont plus besoin d'un statut et d'un salaire décent que du mépris d'une députée macroniste.

Concernant le projet catastrophique de carte scolaire, quelques points nous interrogent :

- quand comptez-vous fermer toutes les classes pour ne mettre qu'à la place des aides pédagogiques d'une année ?

- pourquoi l'ouverture de CPC à hauteur de 3 ETP et pourquoi 5,19 ETP pour les décharges de référents directeurs et coordonnateurs PIAL, au détriment des postes classe alors que les besoins devant élèves sont massifs ?
- en quoi consiste le dispositif ITEP prévu à l'école Leizour de Guingamp ?

Votre projet suscite, comme nous pouvons le constater avec le nombre important de dossiers que nous ont confiés les écoles et le nombre de personnes devant la Direction Académique, un rejet massif car il n'a aucun rapport avec les nécessités du terrain.

La FNEC-FP-FO exige l'annulation des 47 fermetures.

Merci de votre attention